

## République de Corée/Fête nationale Booster la coopération bilatérale



L'ambassadeur de Corée du Sud au Gabon, Chungnam Park, prononçant son allocution.



Vue partielle des invités.



La prestation d'un groupe sud-coréen.

Photo : Adjaô Nioutoume

Photo : Adjaô Nioutoume

Photo : Adjaô Nioutoume

AN  
Libreville/Gabon

L'ambassadeur de Corée du Sud dans notre pays s'est dit disposé à dynamiser davantage les relations entre son pays et le Gabon.

L'AMBASSADE de la République de Corée (ou Corée du Sud) au Gabon a célébré, le 3 octobre dernier, à l'hôtel Ra-

disson, la fête nationale de ce pays. Une cérémonie rehaussée par la présence du 2<sup>e</sup> vice-président de l'Assemblée nationale, Idriss Ngari, du 6<sup>e</sup> vice-président du Sénat, Martin-Fidèle Magnaga, et du corps diplomatique accrédités. A cette occasion, Chungnam Park, s'est longuement appesanti sur l'état des relations entre son pays et le Gabon qu'il juge satisfaisantes, et mériteraient d'être boostées à tra-

vers la multiplication des échanges économiques, scientifiques, sportifs et culturels. Puis, il a réaffirmé la disponibilité de son pays à accompagner le Gabon dans son ambition de se hisser au rang des nations émergentes à l'horizon 2025. Cela, a-t-il poursuivi, en s'appuyant sur l'entente cordiale entre les dirigeants des deux pays. Lesquels, selon lui, partagent une vision commune sur un certain

nombre de sujets de politique internationale en matière écologique, de promotion de la paix, de lutte contre le terrorisme ou de protection des plus faibles, etc. Sur ce, il s'est dit enthousiaste à l'idée de voir, pourquoi pas, une délégation de sportifs gabonais participer aux Jeux olympiques d'hiver, en février prochain, dans la ville sud-coréenne de Pyeongchang. Enfin, il a énuméré les réalisa-

tions accomplies depuis son arrivée au Gabon, en novembre de l'année dernière. Notamment la signature d'un protocole d'accord de coopération entre le Centre de recherches internationales de civilisation bantou (Ciciba) et l'université sud-coréenne, l'organisation d'un concours d'expression orale en coréen dans notre pays, qui a vu la participation de nombreux jeunes gabonais.

## Espagne/Politique

### Catalogne : le président séparatiste tempore sur la déclaration d'indépendance

AFP  
Barcelone/France

Lors d'un discours très attendu hier, Carles Puigdemont a évoqué une suspension du processus, le temps que se mette en place un dialogue.

LE président séparatiste catalan Carles Puigdemont a renoncé hier soir à déclarer immédiatement l'indépendance, évoquant une "suspension" en vue d'un dialogue et semant la confusion sur ses intentions.

"Le gouvernement de Catalogne et moi-même proposons de suspendre les effets de la déclaration d'indépendance", a déclaré Carles Puigdemont, sans fixer de délai précis, lors d'une allocution historique au Parlement, placé sous haute sécurité.

Auparavant, il avait estimé devant les parlementaires qu'il avait reçu un "mandat" des Catalans qui s'étaient exprimé à travers un référendum interdit le 1er octobre, "afin de transformer la région en un Etat indépendant sous forme de république". Dans une première réaction, le

gouvernement espagnol a estimé qu'une "déclaration implicite d'indépendance (...) n'est pas admissible", a indiqué un porte-parole de l'exécutif à l'AFP.

Pressé de toutes parts, l'ancien journaliste de 54 ans a ainsi semblé choisir la voie médiane : maintenir les engagements pris avec son électorat, mais garder une porte ouverte pour une solution négociée, qui s'annonce difficile.

Le défi lancé à l'Etat par le dirigeant de cette région au cœur de l'Europe méditerranéenne où vivent 16% des Espagnols reste sans précédent depuis que le pays a retrouvé la démocratie en 1977.

Jusqu'à la dernière minute, Madrid et l'Europe ont exhorté le leader séparatiste à ne pas prendre de décision "irréversible", rappelant que l'Union européenne ne reconnaîtrait pas une Catalogne indépendante. L'appel de M. Puigdemont au dialogue risque de se heurter à la fermeté de Madrid.

Quelques heures avant son discours, la vice-présidente du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria a déclaré qu'il n'y avait "pas de place pour la médiation entre la légalité et l'illé-

galité, entre la loi et la désobéissance, entre la démocratie et la tyrannie".

Costume et cravate sombres, l'air grave, Carles Puigdemont a renvoyé Madrid au résultat du référendum d'autodétermination interdit du 1er octobre, au cours duquel le gouvernement catalan assure que le "oui" l'a emporté à plus de 90%.

"REDUIRE LES TENSIONS" • Il a souligné la nécessité impérieuse de "réduire les tensions" dans la région, et a dénoncé le refus "radical" de Madrid de négocier un référendum.

Les Catalans sont divisés presque à parts égales sur le sujet, mais souhaitent en majorité un référendum en bonne et due forme.

La séance devant le Parlement a commencé dans la confusion, retardée d'une heure "en raison de contacts pour une médiation internationale", selon un porte-parole du gouvernement catalan.

Le gouvernement espagnol a aussitôt souligné, auprès de l'AFP, qu'une médiation avec Carles Puigdemont, le leader séparatiste, n'était "pas envisageable". Et la rumeur d'une vidéo-conférence avec le prési-



Pressé de toutes parts, le chef du Parlement catalan Carles Puigdemont a choisi de temporer en proposant la suspension des "effets" d'une déclaration d'indépendance.

Photo : AFP

dent de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a été démentie par Bruxelles. Les quelques élus déjà installés dans l'hémicycle pour le discours de M. Puigdemont avaient quitté les lieux, avant de revenir une heure plus tard. La CUP (Candidature d'unité populaire), parti d'extrême gauche qui fait partie de la majorité indépendantiste au Parlement catalan, a laissé planer un bref suspense quant à sa présence avant de rejoindre ses rangs. Le Parlement était placé sous

sécurité maximale et protégé par des dizaines de fourgons de police, alors qu'un hélicoptère de la police catalane tournait dans le ciel.

La présence policière était également renforcée dans les points stratégiques de la ville, notamment les gares et l'aéroport.

L'Union européenne, déjà secouée par le Brexit, suit la crise avec inquiétude, ses dirigeants prévenant que l'Union européenne ne reconnaîtrait pas une Catalogne indépendante.

## L'Afrique en bref

- **Kenya/Présidentielle. Raila Odinga non partant** IL'opposant kényan Raila Odinga a annoncé hier son retrait de la présidentielle du 26 octobre, nouveau coup de théâtre aux conséquences incertaines dans un processus électoral marqué par l'invalidation en justice de la réélection en août du président Uhuru Kenyatta.
- **Liberia/Politique. Aux urnes en masse** Plus de deux millions de Libériens votaient hier en nombre pour désigner le successeur d'Ellen Johnson Sirleaf, première femme élue chef d'Etat en Afrique, au cours d'une présidentielle très ouverte devant enracer la démocratie dans un pays encore meurtri par la guerre civile.
- **Zimbabwe/Politique. Le vice-président plaide sur son éviction du gouvernement** Le vice-président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, l'un des successeurs potentiels de Robert Mugabe, a accueilli hier avec placidité son éviction du gouvernement, estimant que le remaniement relevait du seul "plaisir" du chef de l'Etat.

## A travers le monde

- **Etats-Unis/Sinistre. Incendies mortels dans la région des vins en Californie** Déclenchés par des vents violents, des incendies incontrôlables continuaient hier de ravager la Californie et notamment ses régions viticoles au nord de San Francisco. Des milliers de maisons et des vignobles ont brûlé, et 11 personnes ont péri à ce jour.
- **France/Politique. Les fonctionnaires dans la rue !**



Photo : AFP

Salaires gelés, réductions d'effectifs en vue... Les fonctionnaires français se sont mobilisés hier, journée de grèves et manifestations, pour dire leur "ras-le-bol", ouvrant un nouveau front social pour le président Emmanuel Macron que les contestations pour l'instant n'ébranlent pas.

- **Yémen/Conflit. 18 rebelles tués à frontière saoudienne** Dix-huit rebelles yéménites ont été tués dans des combats ayant permis aux forces progouvernementales, alliées à la coalition arabe dirigée par Ryad, de reprendre le contrôle de plusieurs localités à la frontière saoudienne, ont indiqué hier des sources militaires.

## • Résultats du référendum du 1er octobre en Catalogne

### Le contre-pied de l'ambassadeur d'Espagne

Enrique Asorey Brey, ambassadeur d'Espagne au Gabon, nous a fait parvenir la réaction ci-après à un article paru dans "L'Union" du week-end dernier.

"DANS son édition du 7-8 octobre 2017, votre journal a publié en page 21 une dépêche de l'AFP qui, par son titre «Les Catalans disent oui à l'indépendance à 90,18%», manque complètement à la vérité.

En effet, dans l'hypothèse même des chiffres offerts par le gouvernement régional catalan (organisateur de ce soi-disant référendum, donc partie prenante), et selon ladite dépêche, il y avait 5,3 millions d'électeurs pour un taux de participation de 43,03 sur lequel le «oui» à l'indépendance aurait obtenu 2 044 000 voix.

Or un simple calcul arithmétique permet de voir que 2 044 000 voix sur 5 300 000 ne font pas 90,18% mais

38,56% des votes... Car (...) les 57% d'électeurs qui ne sont pas allés voter sont également des catalans. En refusant de prendre part à un acte unilatéral, contraire à la Constitution démocratique espagnole, dépourvu de toute garantie et sans aucune validité légale, eux aussi (la véritable majorité) ont fait entendre leur voix ce 1er octobre.

(...) L'attitude irresponsable d'un gouvernement régional contre le sentiment

de la majorité de ses propres citoyens a provoqué, non seulement une crise politique dont mon pays va sortir renforcé parce que c'est une démocratie avec des institutions fortes ; mais elle a causé également, au sein de la société catalane, une fracture dont la guérison nécessitera du temps et de l'effort. Dans ce contexte, la meilleure contribution que les médias peuvent apporter pour calmer les esprits est, avant tout, de discerner la vérité."